

Républicains, PS, FN : une offre politique diversifiée mais toujours au service de la bourgeoisie

En enterrant, samedi dernier, l'UMP et en le remplaçant par « Les républicains », Sarkozy a avancé dans sa stratégie de reconquête de l'Élysée. Mais le « rassemblement » qu'il espère, autour de lui, bien sûr, n'est pas gagné.

Juppé a si peu goûté au sacre de Sarkozy qu'il s'est empressé de déclarer dès le lendemain : « Sarkozy a le parti, moi, pour l'instant, j'ai l'opinion ». Les coups bas seront d'autant plus nombreux que leur affrontement n'a pas de fondement politique autre que leur ambition.

La présidence de Sarkozy est assez récente pour que les travailleurs se souviennent avec quelle arrogance il a gouverné au service des possédants et pour savoir que, dans sa bouche, les mots « identité », « République » et « laïcité » sont utilisés pour exclure et distiller les préjugés racistes afin de concurrencer le FN.

Mais les travailleurs plus âgés se rappellent sans doute comment, avec son attaque contre la Sécu, Juppé avait déclenché en 1995 les manifestations les plus importantes de ces dernières décennies. « Droit dans ses bottes », il avait menacé de passer en force, il dut finalement reculer face à l'ampleur des mobilisations.

Si les Sarkozy, Juppé et Fillon peuvent nourrir l'espoir de revenir à l'Élysée malgré leurs casseroles judiciaires et leur passif politique, on le doit à la politique de Hollande.

Avec 500 000 chômeurs de plus, le bilan du gouvernement est accablant. Quel salarié n'a pas vu ses conditions de travail et son niveau de vie se dégrader à cause de l'offensive patronale et de la politique de Hollande ?

Comment ne pas être écœuré de le voir attaquer les personnels hospitaliers déjà exténués par leurs conditions de travail en leur demandant, comme le fait Martin Hirsch, directeur de l'AP-HP (Hôpitaux de Paris), de renoncer à des jours de RTT ou d'accepter des milliers de suppressions d'emplois ?

Les socialistes se disent soucieux de la gestion des deniers publics. Mais pendant que Sanofi, Peugeot ou Carrefour empochent des milliards d'argent public sans respecter aucun de leurs engagements à embaucher ou à investir, il faudrait que les hôpitaux fassent des économies sur le personnel et sur les médicaments

qu'ils délivrent gratuitement ! Le chantage incessant à la compétitivité et au paiement de la dette utilisé par les socialistes pour favoriser le patronat et entériner les licenciements est la copie conforme de la propagande de la droite. Rien d'étonnant donc que la droite revienne en position de force.

Mais, pire, Hollande prépare aussi le terrain au Front national. Le FN est le dernier charlatan arrivé sur le marché et son principal atout est de n'avoir jamais participé au gouvernement.

Mais il suffit de voir comment il gère aujourd'hui des municipalités, en augmentant les prix de la cantine, en supprimant des postes d'employés municipaux et en coupant dans les subventions accordées aux associations populaires ou aux centres sociaux, pour comprendre qu'il prône la même politique de sacrifices aux classes populaires que la droite et le PS.

Ce à quoi il faut ajouter les humiliations, les tracasseries et la politique discriminatoire subie par ceux qui ont le malheur de ne pas avoir la carte d'identité française. Car, malgré les fâcheries entre le père et la fille Le Pen, le fonds de commerce du FN reste le racisme.

La droite, le FN et le PS se concurrencent pour offrir leurs services à la bourgeoisie. Entre tous ces partis, les possédants ont le choix, un choix qui va même jusqu'à la gauche de la gauche. Car si le PC et Mélenchon parlent de « justice sociale », ils n'envisagent pas de combattre les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie, ce qui les condamne à mener la politique des classes possédantes.

À choisir entre ces partis politiques, les travailleurs seront perdants car tous réfléchissent du point de vue et des problèmes de la bourgeoisie.

Les travailleurs ont besoin d'un parti qui ne parte pas des intérêts de la bourgeoisie mais exclusivement de leurs intérêts d'exploités. Un parti qui dise clairement qu'il ne sera pas possible de mettre fin au chômage de masse, à la précarité et à l'aggravation de l'exploitation sans demander des comptes à la bourgeoisie, sans remettre en cause ses dividendes éhontés et ses fortunes insolentes.

Il faut un parti qui fasse entendre le camp des travailleurs et qui ne craigne pas pour défendre les intérêts du monde du travail de remettre en cause l'ordre social.

La liberté des travailleurs, c'est la grève !

En juin, aux montages DV et EB, et dans les ateliers d'usinage, tous les samedis vont être travaillés « en horaire affiché ». En langage PSA cela veut dire obligatoire avec le salaire de la journée non payé mais mis dans un compte d'heures à disposition du patron. Et il est prévu que cela continue en juillet.

Le ras le bol augmente dans les ateliers et certains ont décidé de se mettre en grève ce samedi.

Ils ont mille fois raison.

Rennes en colère

Mardi, 800 travailleurs de l'usine PSA de Rennes ont débrayé dans l'équipe du matin contre la suppression de la prime d'équipe et des cars.

En moins de dix minutes l'usine était arrêtée. Sans les travailleurs pas de bagnoles !

Le pont de la révolution

Le 14 juillet tombe un mardi cette année. Pas question de pont du 14 juillet, nous dit le patron, vous travaillerez le lundi 13 et même certains le mardi 14.

Le 14 juillet 1789, c'était la révolution contre les rois et les nobles. Il en reste une à faire contre les patrons !

Y'a pas photo

Pour refaire les cartes de service, la direction a fait les choses en grand. Serait-ce la proximité du festival de Cannes ? En tout cas un camion photo a été réquisitionné pour nous immortaliser.

Le patron bouffe le week-end, le crocodile croque le casse-croute !

La sortie Walygator organisée par le CE n'est plus ce qu'elle était. Le 20 juin, la « journée » commence le soir à 19 h et sans la bouffe ! Il faut dire que l'usine tourne ce samedi.

Quand les dirigeants du CE travaillent main dans la main avec la direction, ils peuvent arriver à de grandes choses...

Des chapeaux grands comme le toit de Pompidou-Metz

Varin avec sa retraite à vie de 300 000 € a beaucoup fait parler de lui. Mais il n'est pas le seul !

Jean-Martin Folz 800 000 € annuels à vie ; Frédéric Saint-Geours 524 000 € jusqu'à son dernier souffle. Et les trois membres du directoire (Quémard, De Châtillon et Olivier) 730 000 € par an pour agrémenter leur retraite de directeur.

Voilà les gens qui bloquent nos salaires, suppriment des emplois, augmentent nos cadences sous prétexte qu'il faut faire des efforts. Et pendant ce temps... ils se goinfrent !

Profits dans toutes les langues

DPCA, la coentreprise de PSA en Chine avec Dongfeng, a rapporté un dividende de 313 millions d'euros cette année à PSA. L'an dernier, le dividende issu de DPCA se montait à 120 millions.

Sur tous les continents, PSA fait de l'oseille. Les actionnaires pleurent la bouche pleine.

Turquie : la grève a payé

Pendant 13 jours, les 5 700 ouvriers de Renault Bursa en Turquie ont fait grève et occupé leur usine pour exiger des augmentations de salaire, afin de compenser une inflation de plus de 20 % par an, et la liberté de choisir leur syndicat.

Devant la contagion qui gagnait d'autres usines de la métallurgie, dont Fiat et Ford, et d'autres régions, la direction a cédé une prime d'un mois de salaire ; une seconde prime annuelle de près d'un tiers de mois ; une augmentation prochaine ; aucune sanction consécutive à la grève ; les 13 jours de grève payés ; la reconnaissance officielle comme interlocuteurs des délégués choisis par les grévistes et le droit de choisir son syndicat.

Les grèves contagieuses, le patronat les craint. Et pas qu'en Turquie !

Dialogue en berne

Le ministre du Travail Rebsamen peine à faire passer sa loi sur le « dialogue social », qui entend rogner par tous les bouts les droits des travailleurs et aussi ceux des femmes, au point que quelques élus du PS s'opposent à lui.

Il vient d'expliquer qu'il ne verrait pas d'inconvénient à ce que sa loi passe grâce au 49-3, c'est-à-dire sans débat au Parlement.

Décidément, pour le « dialogue », le gouvernement PS fait aussi bien que la droite.

Lutte ouvrière sera présente à l'élection municipale de Thionville qui aura lieu le 14 juin.

Une réunion publique de soutien à la liste « Lutte ouvrière, faire entendre le camp des travailleurs » conduite par Guy Maurhofer, technicien, est organisée :

Jeudi 4 juin à 18h30 Salle du Manège, 5 rue du Manège à Thionville. Venez nombreux !